

DANS DEUX INTERVIEWS PARUES HIER

Hamrouche prévoit «l'effondrement» du système

L'ancien chef de gouvernement Mouloud Hamrouche enchaîne, dans le sillage de l'élection présidentielle, les sorties médiatiques. Il estime, dans deux entretiens à El Watan et El Khabar, que le système est dans l'impasse. Il plaide un dépassement de la crise avec l'implication de l'institution militaire.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Mouloud Hamrouche ne recourt pas aux formules alambiquées pour assumer une proximité avec l'institution militaire, un corps auquel il a appartenu jadis.

Une institution dont il pense le rôle indispensable dans le dépassement de la crise. Il l'affirme clairement, au demeurant, dans ses interviews à *El Watan* et *El Khabar*. «On ne peut pas concevoir un processus de dépassement de la crise sans la participation et l'accompagnement de l'institution militaire.

Le pays a besoin de l'implication de l'institution dans la phase de préparation et d'exécution pour légitimer le processus», affirme-t-il dans *El Khabar*.

Dans *El Watan*, il soutient que le pouvoir en place n'a pas de légitimité à faire valoir, sauf celle qu'il tient de l'armée. Il s'élève, aussi, contre ceux qui revendi-

quent l'éloignement de l'armée du champ politique : «De quelle légitimité se réclameraient ces hommes si l'armée n'avait plus à légitimer leur pouvoir ?»

Mouloud Hamrouche reconnaît, d'ailleurs, dans les deux entretiens, que c'est à l'institution militaire qu'il s'était adressé en premier chef lors de ses deux précédentes sorties : «Je m'adresse à ceux qui gouvernent et à ceux qui légitiment. Je m'adresse au pouvoir parce que la majorité de la population a été forcée à désertier le champ politique.»

Parlant de l'actualité la plus immédiate, celle intimement liée à l'élection présidentielle, Mouloud Hamrouche infirme que l'armée ait adoubé le candidat Bouteflika. Il reconnaît néanmoins que l'institution militaire «a été forcée de maintenir le statu quo». Ceci est venu en enchaînement de ce qu'il affirme comme tentative de



Hamrouche dénie toute légitimité au pouvoir.

groupes exerçant le pouvoir formel d'échapper à la surveillance de l'armée.

«Des centres et des groupes autour du pouvoir formel veulent exercer le pouvoir sans la surveillance de l'armée et sans partage, par le maintien des lois d'exception, malgré la levée de l'état

d'urgence, le contrôle des directions des partis gravitant autour des mêmes sphères.»

Le concernant personnellement, et s'agissant de son ambition, l'ancien chef de gouvernement a travaillé à corriger l'assertion qui a couru et qui le donne prêt à être le candidat de l'armée.

Il explique que cela vient de la déformation d'une de ses anciennes déclarations dans laquelle il avait soutenu qu'il ne se présenterait pas contre un candidat de l'armée. C'était en 1995. Il infirme également qu'il a été approché par le cercle présidentiel et par le DRS pour qu'il accepte le poste de vice-présidence de la République.

«Les cercles proches du pouvoir sont derrière cette rumeur», accuse-t-il. Mouloud Hamrouche a refusé de nommer Bouteflika. Selon lui, le problème ne se pose pas en termes de personnes mais a trait au système.

«Le problème ne se pose pas en terme d'être pour ou contre une quatrième mandature. Il y a des problèmes graves qui se posent et d'autres qui vont se poser immédiatement après la présidentielle, avec ou sans quatrième mandat.»

Mouloud Hamrouche affirme qu'il y a de sérieuses menaces, lesquelles viendraient du risque de l'effondrement du système.

S. A. I.

LE VOTE EXPLIQUÉ AUX
ALGÉRIENS DE BELGIQUE
ET DU LUXEMBOURGBenflis, boycott
et Barakat

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Au consulat d'Algérie en Belgique et au Luxembourg, l'ambiance était studieuse samedi dernier. Les modalités pratiques de l'élection présidentielle ont été expliquées aux associations et aux journalistes. Le consul général, M. Haïf, a affirmé la «neutralité de l'administration» et fait distribuer un guide pour comprendre le processus d'avril prochain. Sur le terrain, trois tendances lourdes sont perceptibles. L'abstention-boycott, le vote par «conviction» ou par «dégoût de la candidature Bouteflika» et un frémissement en faveur du mouvement Barakat.

La campagne électorale qui débutera pour les émigrés le 12 avril et s'étalera jusqu'au 17 compris, est pour l'instant animée par les soutiens de Benflis, une direction de campagne, des noyaux un peu partout et un programme ficelé. Le 29 mars prochain, une soirée gala et un meeting dirigé par Halim Benatallah, ambassadeur, ici, pendant de longues années, sont prévus. Le choix de Benatallah est judicieux. L'ex-diplomate dispose de vrais réseaux dans la capitale européenne et bénéficie de préjugés favorables auprès de la diaspora algérienne de Belgique et du Luxembourg.

Pourtant, le «cœur n'y est pas» pour cette consultation électorale. Les Algériens d'ici sont traumatisés par l'annonce de Bouteflika de rempiler pour un éternel mandat. Habités au vote démocratique et sensé, ils ne comprennent pas la logique de cette absurdité de cette 4^e prolongation. Cela fait, c'est acquis, les affaires de Benflis. En Belgique, où le vote est obligatoire, les Algériens sont habitués au réflexe de la mise du bulletin dans l'urne. Ceux parmi nos compatriotes qui ne boycotteront pas, iront donner un coup de pouce à Benflis.

Pour autant, rien ne dit que le vote sera massif et beaucoup parmi les Algériens que nous avons consultés se disent «persuadés» qu'un élément «extraordinaire» viendra sans doute mettre un terme à la «folie» du 4^e mandat. Les 12 et 13 avril, les Algériens voteront à Bruxelles, Liège, Charleroi, Gand, Colfontaine et à Luxembourg-city. Du 14 au 17, Bruxelles centralisera toute l'opération et attendra en soirée comme l'ensemble de l'Algérie les résultats.

Cette élection à nulle autre pareille et dans aucun autre pays n'a pas révélé tous ses secrets. C'est le sentiment le mieux partagé dans le royaume de Belgique et au grand-duché du Luxembourg.

A. M.

RASSEMBLEMENT DE BARAKAT DEVANT L'ENTV
«Télévision nationale, pas bouteflikienne»

Les militants du mouvement Barakat ont été hier, au rendez-vous, pour un rassemblement devant le siège de l'ENTV, à Alger pour dire «Télévision nationale, pas bouteflikienne».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Des banderoles et des pancartes ont été portées haut hier, à partir de 11h, au boulevard des Martyrs et sur lesquelles on pouvait lire : «Barakat El Khourti, Barakat la propagande du système, Barakat l'instrumentalisation de la télévision publique».

Plus d'une quarantaine de militants rassemblés sur un trottoir et encerclés par un cordon policier scandaient à la fois «rendez au peuple algérien sa télévision... l'ENTV nous appartient tous». Certains ont, par contre, préféré rester silencieux, la bouche scotchée par un ruban adhésif sur lequel était inscrit «Barakat».

Pour rappel, après plusieurs manifestations à la place Audin, devant la Faculté centrale, pour dire «non au



Les militants de Barakat hier au boulevard des Martyrs.

quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika et au système politique actuel qui a permis un tel scénario aux conséquences tragiques pour l'avenir du pays», ces jeunes Algériens ont décidé, cette fois-ci, de protester

contre ce qu'ils estiment «un outil de propagande au service du pouvoir».

Ils considèrent, enfin, qu'il est temps de restituer au peuple sa télévision financée par l'argent du contribuable.

M. M.

UNE ANNÉE APRÈS LEUR DÉMISSION

Des ex-militants du RCD réactivent le MPR

Des militants démissionnaires du RCD, à leur tête l'ex-secrétaire national chargé de l'organique Rabah Boucetta, ont décidé de réactiver le Mouvement pour la République (MPR), «qui va s'inscrire à côté du MPA et des autres acteurs avec qui nous partageons le projet». L'annonce a été faite hier lors d'une conférence de presse animée à Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'autre fait marquant de cette rencontre avec la presse était également l'annonce des membres du bureau communal d'Alger-Centre du RCD, à travers un communiqué, de leur démission du parti.

Une démission motivée, selon les rédacteurs du communiqué, par une démarche «politique et ce, suite aux errements qui ont atteint leur apogée

avec la participation le vendredi 21 mars 2014 à la salle Harcha à un rassemblement hétéroclite et contre nature». Allusion faite à la présence de l'ex-numéro un du parti dissous au meeting animé par la coordination des boycotts des présidentielles d'avril prochain.

Cette conférence de presse était pour Rabah Boucetta une opportunité de justifier sa réaction du 9 février 2013. «C'était une première dans le parti. Un secrétaire national en exercice prend ses responsabilités en faisant fi du droit de réserve pour informer le militant. Suite à ce débat, une structure est née. Il s'agit de la Coordination nationale pour un congrès extraordinaire (CNCE). (...) Pendant un an, les membres de la CNCE n'ont ménagé aucun effort pour la convocation d'un congrès extraordinaire, l'unique cadre

réglementaire habilité à donner des réponses au dysfonctionnement et abus de pouvoir du président. (...)»

Pour toutes ces raisons, nous avons décidé alors de l'AG constitutive du 21 mars dernier, la création d'un cadre alternatif au RCD. Une conviction née de l'impasse imposée par les partisans du statu quo. Nous étions contraints de choisir de faire de la politique autrement pour ne pas rentrer chez nous», lit-on dans la déclaration.

Enfin, le conférencier a ajouté que la réactivation du MPR sera «suivie très prochainement par le dépôt du dossier constitutif de l'assemblée générale au niveau du ministère de l'Intérieur» et en attendant, «l'action du MPR va s'inscrire aux côtés des acteurs avec qui nous partageons le projet».

A. B.